

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

QUESTIONS RELATIVES AUX IMMUNITÉS
JURIDICTIONNELLES DE L'ÉTAT
ET AUX MESURES DE CONTRAINTE
CONTRE DES BIENS APPARTENANT À L'ÉTAT

(ALLEMAGNE c. ITALIE)

ORDONNANCE DU 17 DÉCEMBRE 2024

2024

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

QUESTIONS OF JURISDICTIONAL
IMMUNITIES OF THE STATE
AND MEASURES OF CONSTRAINT
AGAINST STATE-OWNED PROPERTY

(GERMANY v. ITALY)

ORDER OF 17 DECEMBER 2024

Mode officiel de citation :

*Questions relatives aux immunités juridictionnelles de l'État
et aux mesures de contrainte contre des biens appartenant à l'État
(Allemagne c. Italie), ordonnance du 17 décembre 2024,
C.I.J. Recueil 2024, p. 1245*

Official citation:

*Questions of Jurisdictional Immunities of the State
and Measures of Constraint against State-Owned Property
(Germany v. Italy), Order of 17 December 2024,
I.C.J. Reports 2024, p. 1245*

ISSN 0074-4441
ISBN 978-92-1-154614-9
e-ISBN 978-92-1-159865-0

N° de vente : **1342**
Sales number

© 2025 CIJ/ICJ, Nations Unies/United Nations
Tous droits réservés/All rights reserved

IMPRIMÉ AUX PAYS-BAS/PRINTED IN THE NETHERLANDS

17 DÉCEMBRE 2024

ORDONNANCE

QUESTIONS RELATIVES AUX IMMUNITÉS
JURIDICTIONNELLES DE L'ÉTAT
ET AUX MESURES DE CONTRAINTE
CONTRE DES BIENS APPARTENANT À L'ÉTAT

(ALLEMAGNE c. ITALIE)

QUESTIONS OF JURISDICTIONAL
IMMUNITIES OF THE STATE
AND MEASURES OF CONSTRAINT
AGAINST STATE-OWNED PROPERTY

(GERMANY v. ITALY)

17 DECEMBER 2024

ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2024

17 décembre 2024

2024
17 décembre
Rôle général
n° 183

QUESTIONS RELATIVES AUX IMMUNITÉS
JURIDICTIONNELLES DE L'ÉTAT
ET AUX MESURES DE CONTRAINTE
CONTRE DES BIENS APPARTENANT À L'ÉTAT

(ALLEMAGNE c. ITALIE)

ORDONNANCE

Présents : M. SALAM, *président*; M^{me} SEBUTINDE, *vice-présidente*;
MM. ABRAHAM, YUSUF, M^{me} XUE, MM. BHANDARI, IWASAWA,
NOLTE, M^{me} CHARLESWORTH, MM. BRANT, GÓMEZ ROBLEDO,
M^{me} CLEVELAND, M. TLADI, *juges*; M. GAUTIER, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour,

Vu la requête introductive d'instance déposée par la République fédérale d'Allemagne (ci-après « l'Allemagne ») le 29 avril 2022 contre la République italienne (ci-après l'« Italie ») au sujet du manquement allégué de l'Italie à son obligation de respecter l'immunité souveraine de l'Allemagne,

Vu l'ordonnance du 10 juin 2022, par laquelle la Cour a fixé au 12 juin 2023 et au 12 juin 2024, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire de l'Allemagne et du contre-mémoire de l'Italie,

Vu l'ordonnance du 30 mai 2023, par laquelle la présidente de la Cour, à la demande de l'Allemagne, à laquelle l'Italie ne s'est pas opposée, a reporté

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2024

17 December 20242024
17 December
General List
No. 183QUESTIONS OF JURISDICTIONAL
IMMUNITIES OF THE STATE
AND MEASURES OF CONSTRAINT
AGAINST STATE-OWNED PROPERTY

(GERMANY v. ITALY)

ORDER

Present: President SALAM; Vice-President SEBUTINDE; Judges ABRAHAM, YUSUF, XUE, BHANDARI, IWASAWA, NOLTE, CHARLESWORTH, BRANT, GÓMEZ ROBLEDÓ, CLEVELAND, TLADI; Registrar GAUTIER.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Article 48 of the Statute of the Court,

Having regard to the Application filed by the Federal Republic of Germany (hereinafter “Germany”) on 29 April 2022 instituting proceedings against the Italian Republic (hereinafter “Italy”) concerning the alleged violation by Italy of its obligation to respect Germany’s sovereign immunity,

Having regard to the Order dated 10 June 2022, whereby the Court fixed 12 June 2023 and 12 June 2024 as the respective time-limits for the filing of the Memorial of Germany and the Counter-Memorial of Italy,

Having regard to the Order dated 30 May 2023, whereby the President of the Court, on the request of Germany, which was not opposed by Italy,

au 12 janvier 2024 et au 12 août 2025, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire de l'Allemagne et du contre-mémoire de l'Italie,

Vu l'ordonnance du 5 décembre 2023, par laquelle la présidente de la Cour, à la demande de l'Allemagne, à laquelle l'Italie ne s'est pas opposée, a reporté au 12 janvier 2025 et au 12 août 2027, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire de l'Allemagne et du contre-mémoire de l'Italie ;

Considérant que, par lettre datée du 10 décembre 2024 et reçue au Greffe le même jour, l'agente de l'Allemagne a demandé que la Cour suspende la présente instance en attendant la conclusion de certaines procédures internes engagées devant les juridictions italiennes ; que l'agente a expliqué que, une fois conclues, les procédures internes italiennes « confirmer[ai]ent que le cadre juridique mis en place par l'Italie [était] conforme aux obligations internationales pertinentes lui incombant », et affirmé qu'« [i]l [était] fort possible qu'un tel résultat entraîne alors le désistement, par accord entre les Parties, de l'instance introduite devant la Cour » ; que l'agente a indiqué que, dans l'éventualité où la Cour déciderait de ne pas autoriser la suspension de l'instance, le Gouvernement allemand priait celle-ci, à titre subsidiaire, de reporter d'une nouvelle période de 12 mois, soit au 12 janvier 2026, la date d'expiration du délai pour le dépôt de son mémoire ; qu'elle a ajouté que l'Allemagne ne s'opposerait pas à un report équivalent de la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de l'Italie, si une demande en ce sens était présentée ; et que l'agente a précisé, pour finir, que ces demandes étaient soumises à la suite de consultations menées entre le ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne et le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie, lequel ne s'y était pas opposé ;

Considérant que, dès réception de cette lettre, le greffier en a immédiatement fait tenir copie à l'Italie ;

Considérant que, par lettre datée du 10 décembre 2024 et reçue au Greffe le 11 décembre 2024 sous le couvert d'une note verbale de l'ambassade d'Italie à La Haye datée du même jour, l'agente de l'Italie, se référant à la lettre susmentionnée de l'agente de l'Allemagne, a informé la Cour que, à la suite des consultations menées entre les Parties, son gouvernement ne s'opposait pas à la demande de suspension de l'instance présentée par l'Allemagne ; l'agente de l'Italie a en outre indiqué que, dans l'éventualité où la Cour refuserait de suspendre l'instance et accèderait à la demande subsidiaire de l'Allemagne tendant au report de la date d'expiration du délai pour le dépôt de son mémoire, l'Italie ne s'opposerait pas à cette demande, à condition qu'elle se voie accorder un report équivalent de la date d'expiration du délai pour le dépôt de son contre-mémoire ;

Compte tenu de l'accord intervenu entre les Parties,

extended to 12 January 2024 and 12 August 2025 the respective time-limits for the filing of the Memorial of Germany and the Counter-Memorial of Italy,

Having regard to the Order dated 5 December 2023, whereby the President of the Court, on the request of Germany, which was not opposed by Italy, extended to 12 January 2025 and 12 August 2027 the respective time-limits for the filing of the Memorial of Germany and the Counter-Memorial of Italy;

Whereas, by a letter dated 10 December 2024 and received in the Registry on the same day, the Agent of Germany requested that the Court suspend the proceedings in the present case, pending the completion of certain domestic proceedings in Italian courts; whereas the Agent explained that once completed, the domestic proceedings in Italy would “confirm that the legal framework put in place by Italy [was] consistent with its relevant international obligations” and stated that “[s]uch an outcome may then well lead to the discontinuance of the present case before the Court by mutual consent of the Parties”; whereas the Agent indicated that, in the event that the Court were to decline to authorize a suspension of the proceedings, the German Government requested, in the alternative, that the time-limits for the filing of its Memorial be further extended by 12 months, i.e. until 12 January 2026; whereas, the Agent added that Germany in turn would not oppose an equivalent extension of the time-limit for the filing of Italy’s Counter-Memorial, should such a request to that effect be made; and whereas the Agent finally noted that the present requests were submitted following consultations between the German Federal Foreign Office and the Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, which had not raised any opposition thereto;

Whereas, on receipt of that letter, the Registrar immediately transmitted a copy thereof to Italy;

Whereas, by a letter dated 10 December 2024 and received in the Registry on 11 December 2024 under cover of a Note Verbale of the same date from the Embassy of Italy in The Hague, the Agent of Italy, referring to the above-mentioned letter from the Agent of Germany, informed the Court that, following consultations between the Parties, her Government did not oppose Germany’s request that the Court suspend the proceedings in the case; the Agent of Italy further stated that, in the event that the Court were to decide not to suspend the proceedings, and instead to grant Germany’s alternative request for an extension of the time-limit for the filing of its Memorial, Italy would not oppose that request provided that Italy were granted an equivalent extension of the time-limit for the filing of its Counter-Memorial;

Taking into account the agreement of the Parties,

Suspend la présente instance jusqu'à notification par l'une des Parties ;

Réserve la suite de la procédure.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le dix-sept décembre deux mille vingt-quatre, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et au Gouvernement de la République italienne.

Le président,

(Signé) Nawaf SALAM.

Le greffier,

(Signé) Philippe GAUTIER.

Suspends the proceedings in the present case pending notification from one of the Parties; and

Reserves the subsequent procedure for further decision.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this seventeenth day of December, two thousand and twenty-four, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Italian Republic, respectively.

(Signed) Nawaf SALAM,
President.

(Signed) Philippe GAUTIER,
Registrar.

ISBN 978-92-1-154614-9



9 789211 546149